

26 novembre 2015 – Arras - Table ronde :

Pour préserver la ressource eau : Quelles pratiques agroécologiques? (en grandes cultures/polyculture élevage) Quelles pratiques pédagogiques ?

Invités : Michel Bellanger (EPLEFPA Amiens), David Grandgirard (Institut La Salle Beauvais), Xavier Bordenave (inspection des exploitations de l'enseignement agricole), Sébastien Labruno (Agence de l'eau Artois-Picardie), Pascale Nempont (Chambre régionale d'agriculture NPC), Hubert Peru (bureau d'étude "Agrosol"), Marion Diaz (Agro Campus Ouest) - *Animation* : Dominique Dalbin (animateur réseau gestion et protection de l'eau)

1. Quelles pratiques agroécologiques développer (en agriculture et en élevage) pour préserver la ressource en eau ?

Comment innover pour préserver la ressource en eau aujourd'hui ? innovation technique ? sociale ? économique ? approche systémique ?

A quelle(s) échelle(s) mettre en œuvre ces innovations ? (système de culture, exploitation, territoire)

Quels sont les freins à l'innovation rencontrés dans les exploitations, dans les territoires ?

Quels leviers peut-on actionner pour réussir l'innovation ?

Quelles sont les perspectives pour préserver la ressource eau ?

Xavier Bordenave : surpris que la quantité d'eau / irrigation soit peu abordée dans cette journée alors que cela peut être une réelle difficulté dans certains territoires.

Replacer les enjeux de la technologie et de la numérisation (capteurs, sondes, drones...).

L'agroforesterie ne concerne que 25 % des exploitations de lycées pour le moment, le 8e plan devrait aider...

Pascale Nempont : il faut « décloisonner » les approches que l'on mène. Dans le contexte de la COP 21, vérifier que les actions que l'on mène n'auront pas de conséquences négatives sur d'autres choses (témoignage : lutte contre l'érosion des sols engagé à la CRA sur le bassin-versant de Berck et accompagnement / qualité de l'eau sur les eaux souterraines en utilisant l'outil-démarche co-click'eau, cf. [fiche-ressource](#)).

David Grandgirard : l'agriculteur dit souvent « je connais mon sol, je connais les risques », mais nécessité d'expliquer ce qu'il ne connaît pas - l'eau dans le sol - expliquer comment ça fonctionne pour pouvoir innover. Montrer le chemin de l'eau entre plusieurs parcelles, plusieurs exploitations. Besoin de concret pour ouverture à l'innovation. La compréhension ouvre à l'innovation.

Sébastien Labruno : les démarches sans journées de terrain ne fonctionnent pas. Il n'y a pas de solutions nouvelles... mais les solutions sont connues ! Reste à les mettre en œuvre. Comment ? « Les drones c'est bien, mais un lave-vaisselle ne fait pas autre chose que laver la vaisselle, le principe est connu ». Le cadre légal n'est pas adapté pour rémunérer les aménités, et il n'y a pas de possibilité d'expérimenter , ce qui est un frein...

Hubert Péru : il faut effectivement décloisonner, de l'exploitant à la filière, tous les acteurs. Nécessite un travail de concertations fortes pour convaincre. Pas de différence entre l'agronomie et l'écologie mais pour les exploitants, écologie = « réglementation » donc contraintes, donc refus. Il y a nécessité de la démonstration de terrain, d'une approche pédagogique (par exemple faire des profils de sol)... mais comment mobiliser ? On demande

aux agriculteurs de prendre des risques, d'innover : les lycées ont un rôle à jouer (à titre pédagogique, car ils prennent plus facilement des risques). L'important est d'impliquer et de motiver.

Marion Diaz : il faut travailler sur l'accompagnement au changement. Montrer ne suffit pas. Comment faire masse sur les territoires ? Il y a difficulté de la mobilisation des agriculteurs, ce n'est pas leur préoccupation première. « Les savoirs se conduisent essentiellement entre pairs »

Michel Bellanger : 98 % des agriculteurs que je côtoie ont du « bon sens paysan » (« L'avenir est dans les orties »). A partir de quand on trouve des gens pour prendre un risque dans le cadre de la triple performance ? Il faut donc trouver des espaces de partage sur les systèmes : « on manque de gens pour partager : ce qui marche/ce qui ne marche pas ». Dès que l'on aborde le « vrai » système, c'est plus compliqué...

Marion Diaz : témoignage sur le partage des savoirs avec le CRESEB (centre de ressource et d'expertise scientifique sur l'eau de Bretagne, cf. [vidéo](#)), GIS avec les chercheurs bretons travaillant sur l'eau et avec les syndicats mixtes. Travail avec les chambres et le dvpt agricole, les coop... Démarches prospectives participatives en partant de groupes d'agriculteurs locaux.

2. Quelles pratiques pédagogiques à mettre en œuvre pour préserver la ressource en eau ?

Quelles pratiques pédagogiques mettre en œuvre, dans la formation des apprenants, pour préserver la ressource en eau ?

Quels sont les freins à ces pratiques ?

Avec quels partenaires construire (co-construire) cet enseignement ?

Quelles suites donner à cette journée pour créer une dynamique dans l'enseignement agricole sur le sujet ?

Xavier Bordenave : les exploitations de lycées ont un rôle central à jouer dans le cadre d'« enseigner à produire autrement »...et cela passe déjà par « produire autrement ». L'eau est un thème tellement transversal que ce n'est pas simple. Dans le bilan pédagogique d'Ecophyto, - de 50 % des lycées disent se préoccuper de la question de l'eau.

Aborder la question de manière inter-disciplinaire, voire au-delà sur des projets grandeur nature en lien avec le territoire. Organiser des débats en interne. Les freins : le temps disponible, les moyens...mais ne doit pas être un prétexte ! Des freins ont été levés au travers des rénovations de référentiels. Lever les résistances en interne demande du temps et la volonté des équipes. Susciter les débats en interne et sortir également de l'établissement.

Sébastien Labrune : il faudrait qu'à la sortie des lycées, les apprenants pensent rendement plutôt que revenu. On l'entend encore dans des témoignages récents ; c'est un vrai enjeu pédagogique à viser le revenu, l'autonomie

Xavier Bordenave : les élèves n'ont pas forcément la maturité requise pour intégrer cela tout de suite.

David Grandgirard : des collègues sont résistants à donner du temps pédagogique pour un « service territorial ». Il faut faire confiance aux élèves, les mettre en conditions professionnelles.

L'eau est l'élément le plus fédérateur ; pourquoi spécialiser les formations (ACSE, GEMEAU) ? Il faut de la transversalité. « On » pourrait travailler beaucoup plus en synergie avec les lycées agricoles...

Michel Bellanger : l'objectif est de rendre les élèves curieux, qui sortent des modèles classiques.

Hubert Peru : ce n'est pas toujours facile de mettre en œuvre des projets grandeur nature mais les exploitations de lycées sont un formidable outil : « sur-utilisez les exploitations, allez sur le terrain ! c'est un outil exceptionnel de formation. »

Intervention de François Guerrier, Agrocampus : « comment on apprend la curiosité ? comment donner un rôle aux apprenants ? »

Réponse David Grandgirard : en formant au métier de facilitateur-médiateur territorial pour les ingénieurs (et non plus d'expert).

Autres : stages à l'étranger sans maîtrise de la langue.

Benoît Real : « ré-introduire la pédologie ».

Xavier Bordenave : dans les exploitations, il faut oser, oser sans opposer les systèmes, donner des responsabilités à des groupes d'élèves mais cette stratégie n'est pas uniquement liée au directeur d'exploitation (nécessité d'une équipe)